

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

Orléans, le 24 février 2014

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société LA RETROSPECTIVE
(enseigne CACH AUTO)

à
FONTENAY SUR LOING

*Projet d'arrêté préfectoral délivrant l'agrément pour
l'exploitation d'un centre d'entreposage, de dépollution
et de démontage des véhicules hors d'usage (VHU),
mettant à jour la situation administrative de
l'établissement et renforçant les prescriptions
applicables aux installations.*

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I - Cadre réglementaire

I.1) Agrément véhicules hors d'usage :

Le décret n°2003-717 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage (désormais codifié aux articles R.543-161 et R.543-162 du Code de l'environnement) précise que les exploitants des installations d'élimination des véhicules hors d'usage (centres VHU et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral.

Les VHU ne peuvent être remis par leurs détenteurs (propriétaires, personnes agissant pour les propriétaires, autorités dont relèvent les fourrières) qu'à des centres VHU agréés.

Les centres VHU agréés assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des VHU. Les VHU sont confiés in fine à un broyeur agréé qui assure la destruction finale des véhicules par découpage ou broyage.

L'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, fixe un cahier des charges pour la dépollution des véhicules.

Dans le cadre d'une demande d'agrément, le pétitionnaire doit adresser à Monsieur le préfet un dossier devant notamment contenir :

- une déclaration du pétitionnaire dans lequel il s'engage à respecter un cahier des charges tel que le définit l'arrêté du 2 mai 2012 ; ce cahier des charges impose notamment de procéder à la dépollution du VHU (retrait de la batterie, des fluides,...) ;
- la justification des capacités techniques et financières du pétitionnaire à exploiter l'installation conformément à ce cahier des charges ;

- une attestation, établie par un organisme qualifié, relative à la conformité des installations du demandeur aux dispositions du cahier des charges,
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation.

Par la suite, les opérateurs agréés doivent faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

I.2) Modification de la nomenclature des installations classées :

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature des installations classées en supprimant la rubrique 286 et en créant la rubrique 2712 (Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m²).

Le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique 2712 qui possède désormais deux régimes établis comme suit :

- régime de l'enregistrement : la surface de l'installation étant égale à 100 m² et inférieure à 30 000 m²,
- régime de l'autorisation : la surface de l'installation étant supérieure à 30 000 m².

II – Société LA RETROSPECTIVE

II.1) Présentation de l'établissement :

Par récépissé de cession en date du 14 février 2014, la société LA RETROSPECTIVE exploite un centre de récupération de VHU, sur une superficie de 5 287 m², situé lieu-dit « Les Stations » RN 7 sur la commune de FONTENAY SUR LOING.

Pour mémoire, ce site accueillait précédemment la société CACH AUTO qui exerçait le même type d'activité et qui a fait l'objet d'une liquidation judiciaire en 2013.

II.2) Situation administrative de l'établissement

L'exploitation de ce centre de VHU de FONTENAY SUR LOING est autorisée par arrêté préfectoral du 28 août 1989 et par arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} décembre 2006 portant agrément pour la dépollution des VHU (agrément n° PR 45 00 008 D). L'agrément qui a été délivré pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 1^{er} décembre 2012, est désormais caduc.

Le site est autorisé à traiter 800 VHU par an, provenant du département du Loiret et des départements limitrophes.

II.3) Demande d'agrément :

Par courriers en date du 17 janvier 2014, complété le 17 février, le 19 février et le 24 février 2014, la société LA RETROSPECTIVE a sollicité une demande d'agrément VHU pour l'exploitation de ce centre VHU, dans des conditions identiques (même origine géographique des véhicules, même nombre de véhicules,...) pour lesquelles l'agrément avait été délivré à l'ancien exploitant en 2006.

Le dossier de demande d'agrément contient notamment un engagement du pétitionnaire à respecter le cahier des charges « centre VHU » ainsi qu'une justification des capacités techniques et financières de l'exploitant et le rapport de conformité aux exigences réglementaires applicables établi par la société AB Certification.

II.4) Proposition de l'inspection

Le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié la rubrique 2712 en définissant désormais deux régimes ; l'un, en enregistrement pour une surface allant de 100 m² à moins de 30 000 m² et l'autre, en autorisation, pour une surface allant au delà.

Ainsi, au regard de la superficie de l'emprise foncière de la société LA RETROSPECTIVE qui est de 5 287 m², l'établissement relève de fait du régime de l'enregistrement.

Il convient donc d'actualiser la situation administrative de cet établissement et de lui imposer les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées.

III – Conclusion

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET de délivrer, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, l'agrément « centre VHU » pour l'établissement qui est exploité par la société LA RETROSPECTIVE à FONTENAY SUR LOING.

L'inspection propose également de mettre à jour la situation administrative de cet établissement et de lui imposer les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susmentionné.

Le projet d'arrêté préfectoral, joint en annexe du présent rapport, doit être présenté pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre

Pour le directeur
L'adjoint au chef de l'unité territoriale du
LOIRET

Signé